

## Sommaire n°6-7 (XX)

Du 16 février au 01 mars 2015

### Editorial

Le Cheval se meurt, vive la Chèvre!

### Transports

CNR, dans l'antre du dragon TGV chinois

### Tibet

Le Tibet, entre radicalisation et fortune

### Politique

Anticorruption : le désherbage des fleurs du mal

### Société

Deux bonnes intentions publiques

### Environnement

Forêt—une coupe à blanc de trop

### Investissements

Bangkok, Colombo - étapes de la "route de la soie"

### Finance

Lutte anticorruption : l'Ouest, allié inattendu

### Chiffre(s) de la semaine

339 mètres, 1 cadre sur 6, un milliard d'€...

### Rendez-vous

Fêtes du Nouvel an chinois

### Petit peuple

Henyang (Hunan) - Maldonne à la mairie

## Editorial

### Le Cheval se meurt, vive la Chèvre!



La **Chèvre de bois** s'élanche le 19/02 au **Chunjie** (春节, fête du printemps). Signe astral charmant, mais mal-aimé : la croyance populaire voue les malheureux nés sous ce signe, à se débattre toute leur vie pour trouver de quoi vivre. Ainsi, les futures mères se dépêchent d' **accoucher** avant la date fatidique, par césarienne si nécessaire : mieux vaut être « dernier cheval » (« yang », piaffant d'énergie), que chevrette (« yin », éternelle victime). En effet si la chèvre (alias mouton ou bélier) est douce, sociable et de santé solide (telles sont ses qualités alléguées), et si elle est douée pour la marche sur sol périlleux, elle souffre de faible compatibilité avec pas moins de 5 autres compères zodiacaux —rat, bœuf, serpent, chien et dragon.

Il n'en faut pas plus aux maîtres de Feng Shui se risquant dans le pronostic économique, pour parier sur un climat d'affaires défavorable en 2015, année coincée entre consolidation et chasse aux corrompus. L'agence CLSA en son Index Feng Shui préconise d'éviter d'ici l'été la Bourse, le commerce de détail, l'internet, et d'investir... dans le cachemire !

Mais d'où vient cette méfiance envers la chèvre ? Pour Isaac Yue, professeur de mythologie chinoise à l'Université de HK, la chèvre incarne la piété filiale et la compassion (vertus confucianistes et bouddhistes), mais la jeunesse est en rupture avec une telle morale, qu'elle associe (surtout en temps de crise) à la

naïveté et à la duperie, dont elle veut se protéger.

Pour autant, le pessimisme astral est désavoué par l'existence sous le signe de la chèvre, d'autant de **célébrités**, telles Bill Gates, Steve Jobs, l'actrice Zhang Ziyi, le chanteur Jay Chou, Michel-Ange ou l'impératrice Cixi.

Au fait, sur ces croyances, on assiste à un curieux retournement de générations, telle cette femme de 71 ans qui déclare : « nous, les vieux, ne croyons pas à ces sornettes, ce sont les jeunes qui s'y laissent embringer ». Sa génération née dans les années 40-50 a été formée aux valeurs d'athéisme et des lumières de la science, avec comme postulat la confiance en l'avenir et en la Révolution. Tandis que ses enfants ont vu s'éteindre l'ardeur rouge, et font un saut en arrière, pour retrouver les valeurs de leurs aïeux. C'est, en Chine à son tour, l'époque postmoderne !

En attendant la fête, la **transhumance** bat son plein. Du 04/02 au 15/03, 2,8 milliards de **voyages** auront lieu, 3,4% de plus qu'en 2014, dont 90% en bus, et 47 millions en avion. Les plus fortunés feront cap au sud, vers la Thaïlande, les Maldives et Bali pour l'étranger. D'autres, restant au pays, iront à Sanya, Xiamen et le Yunnan. Ici, on assiste à une rupture technologique en cours, sur le mode de choix du voyage, par rapport à 5 ans en arrière : 82% des voyageurs ont payé par **internet**, et 40% depuis leur **smartphone**.

Au plan commercial, le Chunjie est le moment où l'on dépense. Rien que par cartes « UnionPay », 2014 avait enregistré 200 milliards de ¥ de transactions, +23%. Mais cette année sera différente : dans les supermarchés, l'on compte ses sous pour les banquets familiaux et les cadeaux traditionnels. De même, les firmes offrent à leurs employés des étrennes plus modestes. C'est la nouvelle donne, le « nouveau normal » - la fin d'un âge d'or !

# CNR, dans l'antre du dragon TGV chinois



À **Tangshan** (Hebei), l'usine **CNR**, base arrière du **TGV chinois**, frappe par son immensité, 75.000m<sup>2</sup> en une série de halles dont on ne voit pas la fin, toutes remplies de trains et wagons de différents modèles, à différents stades de construction. Certaines disposent de bancs d'alésage, de presses de 30m de long, d'autres de fours et de robots soudeurs. Ce n'est qu'en phase finale, après la pose des bogies et moteurs, que les rames avancent sur leurs roues : avant, elles sont tractées par pont élévateur.

On ne peut aussi que remarquer l'esprit quasi-militaire qui tient lieu de culture d'entreprise. Devant chaque rame, un garde est posté, discret et souriant, mais prêt à écarter le visiteur. CNR reste aussi discret sur les chiffres, qu'il dévoile au compte-gouttes, et avec flou artistique. On croit sentir, chez ces cadres chargés de présenter le groupe, deux désirs antinomiques : celui de communiquer et celui de se taire, pour rester fidèle à la fois à l'esprit de mondialisation et à la discipline socialiste.

Cette discrétion se relâche toutefois sur les murs de l'usine où s'affichent des slogans grandiloquents (cf photo) en chinois et même en anglais : les travailleurs sont appelés à être virtuoses de la technique, « trempés comme l'acier dur pour être n°1 sur un million », ou « hurler sans hésitation les instructions techniques ».



Sous bien des aspects (équipements, performances), CNR-Tangshan est bien un complexe de classe mondiale. Il est sur tous les créneaux, du bogie surbaissé à la rame pendulaire, du matériau composite à l'acier inox ou acier carbone.

Etonnante, la halle où se pressent les parois à double coque d'aluminium pour l'isolation sonore, thermique et anti-vibrations. CNR s'en défend, mais ce train est le petit frère consanguin du **Velaro de Siemens** qui maintint à Tangshan ses ingénieurs durant des années. CNR avait racheté 3 rames, avec plans et droit de reproduction.

Présenté en film 3D, le dernier modèle CR380B est remarquable, atteignant 380km/h (si la voirie peut le supporter), doté d'une classe « affaires » (siège-lit, tablette, TV individuelle, wifi). Ces trains sont conçus pour durer 20 ans.

Tangshan produit 600 TGV de 16 wagons (1053 places) par an, et en rénove 2000. En ses ateliers de Changchun, Pékin et Tianjin, CNR maintient un réseau productif dont chaque unité est curieusement indépendante des autres, quoiqu'assurant à peu près les mêmes modèles, trains passagers conventionnel, marchandises, tram et métro.

Il **exporte** vers 84 pays : les premières des 100 rames « Intercity » commandées par le **Brésil** pour les JO 2016, et 34 rames de métro débarquaient au port de Rio le 27/01. Le même jour, CNR décrochait aussi le contrat pour 487 wagons de métro de **Boston**.



Mais il faut bien dire, telles qu'annoncées par le vice CEO Yu Weiping, les commandes étrangères tardent à venir : la collision de TGV de 2011 près de Wenzhou (35 morts suite à une collision) lui colle à la peau.

CNR n'a placé en 2014 que 3 milliards de \$ de contrats hors frontières : « +68% », dit CNR, mais à l'échelle chinoise, c'est peu.

Yu l'admet aussi, la **fusion imposée** avec le rival du Sud CSR est au point mort : « *un groupe de travail a été nommé ... pour régler les problèmes* ». Enfin CNR « est acquéreur de technologies étrangères » - aveu que même après 10 ans d'efforts de rattrapage tous azimuts, il reste en retard sur le niveau international.

Ces messages sont finalement tout sauf triomphants : ils font le contrepoint du volontarisme agressif des slogans bombés aux murs, et à l'intention affichée, à long terme, d'emporter tous les marchés du monde pour finalement contraindre les ténors actuels du secteur (Siemens, Alstom, Bombardier) à se laisser racheter.

Un tel décalage entre l'humilité des constructeurs, et l'enthousiasme des leaders, rappelle l'opinion d'un équipementier étranger : « *nos partenaires chinois, ingénieurs et constructeurs aimeraient bien travailler avec nous... partager le marché. Ce serait un chemin plus sûr pour apprendre, avancer et éviter les gros pépins. Ce serait aussi plus équitable vis-à-vis des étrangers auteurs de ces technologies, héritage de décennies de recherche. Mais ce sont leurs chefs, les politiciens qui refusent : ils rêvent toujours d'emporter la mise* ».

## Le Tibet, entre radicalisation et fortune



Concernant ses plans d'avenir, le **Tibet** affiche une santé et une audace insolente : seul parmi les 31 régions, il aspire en 2015 à un **PIB** en hausse de +12% (40% de plus que la moyenne nationale). Il veut aussi augmenter de **30% sa population urbaine** d'ici 2020, à un peu plus d'1 million d'âmes.

Ce projet fait dresser l'oreille : fragile, étiré entre 3000 et 5500 mètres d'altitude, le Toit du monde ne peut pas nourrir une forte population, il doit tout importer.

La sérénité des dirigeants s'explique par 10 ans d'investissements sociaux et d'équipements, qui commencent à porter leurs fruits. Ouvert en 2007 jusqu'à **Lhassa**, le **train** pousse désormais jusqu'à **Shigatzé**, divisant par deux la durée du voyage, et permettant d'ouvrir hôtels ou usines dans des régions jusqu'alors inaccessibles.

Seule région du pays à disposer d'**eau pure**, le pays des neiges voit exploser les investissements en eau minérale, avec en un an 50% de plus d'eau embouteillée, par **Bright** (Shanghai) ou **Nongfu** (Hangzhou). D'ici 2019, le Tibet s'attend à 5,7 milliards d'€ de ventes.

En **énergies renouvelables**, **Longyuan**, filiale du groupe Guodian vient de monter cinq **éoliennes** à 4900m d'altitude (record du monde), sur une centrale qui doit en compter 33.

**CGNPC** (nucléaire) suit le pas, annonçant au Tibet un parc d'éoliennes à 2,2 milliards d'€, et des fermes solaires à 287 millions d'€. Il faut dire

que le climat tibétain, connaît des vents très forts, et 3000 heures ensoleillées par an.



En décembre 2014, le **barrage de Zangmu** se mit à produire. A terme, ses six turbines doivent fournir 2,5GW (équivalent de 2,5 réacteurs nucléaires), mais les détracteurs craignent qu'il ne se bloque parfois sous le gel, à 5200m d'altitude.

La **mine de Jiama**, en JV avec un groupe de Vancouver, s'apprête à produire dès 2016 quelques 176 millions de tonnes de **minerai polymétallique** (cuivre et or).

Sous ces impulsions, le secteur secondaire atteint en 2013, 36,3% du PIB contre 29,2% en 2008. Le chiffre passera la barre des 40% cette année.

Le gros du développement, c'est le **tourisme**. Depuis 10 ans, le Tibet paie aux fermiers 50% des frais de rénovation de leurs maisons, à condition de respecter l'architecture locale avec rez-de-chaussée en pierre, étage en bois polychrome et toit de tuile. Il en résulte une unité de style, en un environnement naturel unique et non pollué - une valeur sûre pour l'industrie des vacances.

Du coup, pour 2014, le Tibet recensait **15 millions de visiteurs et 2,9 milliards d'€** de chiffre d'affaires, en progrès de 23%. Portés par la vague, plusieurs parcs à thème se construisent à Lhassa, et les chaînes hôtelières poursuivent leur implantation.

Ce coup de fouet de bien-être ne bénéficie pas à tous : selon la poétesse **Woesser**, « l'argent est bienvenu -mais pas les Tibétains», interdits de pèlerinage autour du mont Kailash,

frontière du Sikkim. Le site est réservé aux touristes Han—les pèlerins n'ont de permis qu'au compte-gouttes.

De même, les 280.000 nouveaux citoyens attendus d'ici 2022, sans doute pour travailler dans le tourisme et l'industrie, seront Han, avec pour effet de diluer le fonds ethnique tibétain et d'augmenter la tension.

De même, la mise en perçe du **Yarlong Zampo** (Brahmapoutre), de la **Nu** (Salween) et du **Langcang** (Mékong) se fait « au grand dam » du voisin indien et de l'**Asie du Sud-Est** qui craignent pour leur ressource vitale, sous l'effet de ce barrage et de la série d'autres projetés en aval chinois.

Dans ce contexte, le renforcement visible de la pression policière au Tibet, prend un sens particulier. La police offre jusqu'à 42.000€ pour tout tuyau qui permette de démanteler des filières nuisibles. 15 cadres tibétains ont été arrêtés en 2014 - officiellement pour corruption, ils pourraient être accusés de trahison pour avoir renseigné le Dalai Lama. Le pouvoir, de longue date, a des doutes sur la fidélité de son encadrement local.

Accompagnant le très fort développement du territoire, le renforcement de la surveillance des habitants comme des voyageurs, a pour but de prévenir des attentats sur ces nouvelles **infrastructures**.

Aussi deux conclusions s'imposent : la Chine est en train de réussir à arracher le Tibet à l'arriération (un article récent de Xinhua affirme que la pauvreté au Toit du monde a reculé de 33% en un an), mais le régime craint la radicalisation. Une crainte qui peut surprendre, car contrairement aux voisins de l'ethnie ouïgoure, les Tibétains sont empêchés par leur foi lamaïste, d'envisager la violence comme solution à leur problème politique. L'attitude du gouvernement central reste donc, pour nous, une énigme !



# Anticorruption : le désherbage des fleurs du mal



A la veille du Chunjie, le régime éprouve le besoin de faire son bilan en matière de **lutte anticorruption**. La **CCID**, police du Parti, présentait le 5 février la collection des « fleurs du mal » qu'elle a cueillies en 2014, auprès de 70 **compagnies publiques**, souvent cotées en bourse.

En tête de liste figure sans surprise la **CNPC**, dont le vice-CEO **Li Hualin** avait été emmené parmi les premiers. Ce groupe pétrolier était le QG de **Zhou Yongkang**, ex-chef de toutes les polices, qu'un conflit personnel opposait au **Président Xi Jinping**. D'autres groupes étaient géographiquement connotés, tel Guoteng, du Sichuan, terre natale et fief du même Zhou.

Le maître-mot de la campagne est « gouverner par la loi ». La CCID veut défaire les liens incestueux entre ministères et firmes publiques, souvent dirigés par les mêmes grandes familles « rouges » historiques. Ainsi l'**ANE** (Administration Nationale de l'Energie) perdit son Président **Liu Tienan**, l'ex-secrétaire de Zhou, accusé d'avoir pris des bakchichs d'au moins cinq groupes d'Etat, et condamné à la perpétuité fin décembre 2014.

Parmi les chefs d'inculpation comptent l'acceptation de pots-de-vin : or, jade, cartes de membre de clubs exclusifs ; l'offre de contrats de complaisance aux

enfants de cadres ou à des proches originaires de la même province ; le paiement par un client d'études aux Etats-Unis, ou le recrutement de leur progéniture dans leur propre firme ; la vente ou l'achat de charges publiques, une fraude qui induit souvent la dissémination de secrets d'Etat...

Un aveu qui a dû être délicat, fut que des cadres se soient payés en argent, mais aussi en plaisir. En plus de cachets, des exécutifs de **China Unicom** reçurent de leurs clients et fournisseurs des faveurs sexuelles (entretien de maîtresses, prostituées...). La direction a réagi à cette révélation en promettant que cela ne se produirait plus « d'ici quelques mois ».

Loin d'être l'exception, ce type de dérive, semble avoir été la règle, tant par standing de vie que pour ne pas éveiller la défiance des collègues par une conduite morale trop rigide et vertueuse.

Selon **Chengming**, magazine hongkongais, le Parti évalue à 700.000 le nombre des affaires extraconjugales en 2014 - en langage codé, on parle de « rations supplémentaires ». Dès 2013, le Centre d'études en gestion de crise de l'Université Tsinghua, fixait à 95% le ratio des officiels soupçonnés de corruption, et s'avérant entretenir une maîtresse.

En fait de vice, la palme revient à **Macao**, champion toutes catégories, avec ses casinos où en 2014 encore, débarquaient les cadres de provinces avec valises débordant de numéraire. En 2014, 35 maisons de jeu s'approprièrent 44 milliards de \$ de cet argent volé.

De passage en décembre dans l'enclave ex-lusitanienne, Xi Jinping martelait que la situation ne pouvait pas durer. Relayé par le Chef de l'Exécutif, **Fernando Chui**, « élu » en décembre, le message est assorti d'un moyen de pression convainquant : 400 tables de roulette, blackjack ou baccarat sont à pourvoir sur la presqu'île artificielle de

Cotai. Elles reviendront aux groupes « les plus méritants », proposant des projets diversifiés.

C'est une nouvelle donne pour Macao, et elle est aussi justifiée par le reflux des affaires : -17% en janvier, et -35% attendus en février. Et si l'argument ne suffisait pas, l'autorité dispose d'un autre levier. Les six licences existantes expireront à partir de 2020 : Macao (et Pékin) les renouvellera à sa discrétion.

Aussi des groupes tels **Wynns, Sands ou MGM China Holdings** rivalisent de projets diversifiés. Chaque opérateur investira à Cotai de 2,5 à 4 milliards de \$ dans des concessions nouvelles où la part du jeu est appelée à baisser, de 95% actuels à moins de la moitié selon le modèle pratiqué à **Las Vegas**. Arrivent les centres de conférences, salles de concert, parcs d'attraction avec une grande roue de 120 mètres de haut, un théâtre de 3000 sièges pour **Galaxy**, une salle multi-usages de 5000 places pour **Melco**...

Dernière manière d'arracher les ronces et fleurs du mal : une **justice** sans pardon. Le 9 février, la Haute cour populaire du Hubei a ordonné l'exécution de **Liu Han** (et de son frère Liu Wei). Milliardaire en dollars dans le secteur minier au **Sichuan**, il avait écopé en mai 2014 de la peine capitale, déclaré par le juge « parrain d'une féroce cabale de gangsters ». Les assassinats, kidnappings, tortures et extorsions dont l'Etat l'accuse, semblent avoir été tout sauf imaginaires. De plus, il se trouvait aussi être proche de, et longtemps protégé par, Zhou Yongkang.

Aussi, cette **exécution** peut se lire de deux manières : (1) une application de la loi, un avertissement au pays que les temps des « roitelets de province » sont révolus, et (2) une attaque contre la richesse privée, guerre lancée aux fortunes milliardaires portant ombrage à l'Etat Central.

### Deux bonnes intentions publiques



A l'aube de l'année de la chèvre, **deux réformes sociales** apparaissent dans la presse, pour le bien-être des paysans et des migrants.

La première touche au **droit du sol**. Aux titulaires individuels d'un terrain en zone rurale, le Conseil d'Etat octroie (06/02) le **droit de construire**, aux mêmes conditions que celles réservées aux entités publiques.

Ceci consent donc au paysan une meilleure valorisation de sa terre, et un

droit déjà reconnu depuis des décennies au citoyen : il pourra faire construire sur son terrain, et revendre avec plus-value, typiquement en résidences secondaires pour lesquelles une forte demande existe en ville. Cette réforme pourrait permettre de régler le casse-tête des « petits propriétaires », ayant depuis 20 ans acheté un bien « low-cost » illégalement loti, au risque de se retrouver expropriés faute de titre légal. L'Etat toutefois ne peut les déposséder – cela est inutile, et causerait le soulèvement de dizaines de millions de petits possédants. Au contraire, il va pouvoir commencer à les mettre en règle, directement à la mairie du village : l'octroi de titres, jusqu'alors de compétence provinciale, sera délégué au **district, voire à la commune**. Toutefois, le Conseil d'Etat prévoit **3 garde-fous** : le permis n'octroiera que le « droit d'usage » du sol et non sa propriété (qui demeure publique), il ne vaudra que sur les seuls sols « non cultivables », et que si la vente ne spolie pas le paysan.

La 2nde réforme est locale : à la suite d'autres régions de Chine, **Tongzhou** (banlieue de Pékin) teste un mécanisme d'accès des migrants au **permis de résidence urbain**. Ils sont en Chine 230 millions d'ex-paysans qui vivent en ville comme citoyens de 2nde zone, privés des droits des citoyens de souche. Sous le nouveau système, à Tongzhou, le migrant stable en son emploi et son logis, et payant sa sécurité sociale, engrangera chaque année des **points**. Passé un seuil fatidique de points (par exemple, après 5 ans), il aura droit avec sa famille aux soins gratuits ou subventionnés, à l'école publique pour ses enfants, et le patron paiera sa sécurité sociale et sa formation professionnelle – des frais d'intégration estimés à 100.000 yuans.

Problème : pour Tongzhou qui compte 400.000 migrants, et donc pour tout Pékin qui en compte 7 millions, la mairie « espère » en légaliser par ce mécanisme 20.000 par an. Pour les sociologues et urbanistes, le constat est clair : ce n'est pas avec un tel système que pourra disparaître la citoyenneté à deux vitesses.

## Environnement

### Forêt-une coupe à blanc de trop



En 2008, au **Fujian**, la compagnie **Hengxing** fit raser par des paysans deux hectares de **forêt du mont Hulu**, pour exploiter le granit du sous-sol\*. Trois ans après, 3 des 4 patrons de Hengxing furent condamnés de 14 à 18 mois de prison pour « occupation illégale de terrain agricole » - toute l'opération s'était déroulée sans permis.

La nouvelle prend son importance début janvier, quand deux organisations **écologiques**, « **Fujian maison verte** » (de Fuzhou) et « **Amis de la nature** » (de

Pékin) assignèrent Hengxing en justice et virent la plainte acceptée – c'était une première. Depuis, une cour du Shandong a enregistré deux autres plaintes du même type, déposées par la **Fédération Nationale de l'Environnement**.

Ce succès faisait suite à des années de pressions, et à un refus sec de la machine judiciaire qui alléguait une lacune dans la loi, dans la définition des personnes juridiques habilitées à dénoncer un délit environnemental. En 2014, « Amis de la nature » et la Fédération s'étaient vus déboutés 10 fois.

Le tournant vint de l'amendement à la **loi de l'Environnement**, en vigueur au 1er janvier 2015, renforçant les **sanctions** aux **pollueurs** graves. Il vint aussi de l'interprétation donnée par la Cour Suprême ce même mois, habilitant les **ONG** à se porter partie civile, même anticipativement, en cas d'attaque à l'environnement, pour peu qu'elles prouvent le danger pour la société.

Le procès Hengxing est fixé à mars. Les plaignants espèrent voir les accusés condamnés à payer les frais de réhabilitation de la forêt, soit 1 à 2

millions de ¥, selon l'expert. Mais surtout, ils se préparent à exploiter cette « fenêtre de tir » pour conscientiser toute la Chine et encourager partout citoyens et ONG à poursuivre les pollueurs.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : derrière toute l'affaire, en filigrane, agissent l'Etat et la politique. Les écologistes sont « autorisés » à donner de la voix contre les pollueurs. Leurs associations peuvent même être créées : la Fédération est une émanation du ministère. Les écologistes le savent bien, l'Etat Central agit pour prévenir une explosion de colère face à la pollution.

Mais en face, les provinces pédalent en sens inverse, soucieuses de préserver ces industries polluantes qui alimentent leurs budgets. Aussi, la **défense de l'environnement** en Chine reste à des années lumières de devenir un contre-pouvoir. L'essentiel à faire, étant que les juges choisissent les procès selon la loi et non selon les directives du « comité judiciaire » à leurs côtés... (vdic n°5)

\* cette histoire est tirée d'une excellente enquête de Reuters (10/02)

## Investissements

### Bangkok, Colombo - étapes de la "route de la soie"



- Le **Sri Lanka** tente de s'affranchir de l'attraction chinoise. Vainqueur au scrutin de janvier, M. Sirisena, le nouveau Président, voulait réviser les contrats signés avec Pékin les années passées. Aussi le 06/02, le vice-ministre des Affaires étrangères Liu Jianchao s'est rendu d'urgence à Colombo pour endiguer la fronde. Suite aux négociations, Sirisena a confirmé que l'**extension du port de la capitale** (cf photo) aurait lieu après la conduite d'une « étude d'impact écologique ». La China Communication Construction Company (CCCC), consortium de génie civil, va lancer sans délai le chantier, pour 1,4 milliard \$ d'investissement.

## Finance

### Lutte anticorruption : l'Ouest, allié inattendu



La **lutte anti-corruption** reçoit d'Europe un soutien inattendu, sans doute aussi embarrassant.

La fuite informatique de HSBC, **SwissLeaks**, évoque en effet l'existence de 106.000 capitalistes du monde entier, ayant déposé discrètement des avoirs en Suisse. Parmi eux, quelque milliers de Chinois, y compris **248** de haut rang, ayant

En échange, en pleine propriété ou en bail de 99 ans, la CCCC recevra 108 ha d'espace gagné sur la mer. Surgira une cité de prestige (marina, golf, circuit de F1, tour de 100 étages -la 1ère de l'île). Puis 13 milliards de \$ viendront s'ajouter d'ici 2025, créant 83.000 emplois. Ainsi en tandem avec le port d'Hambantota (autre projet au sud de l'île), le Sri Lanka, maillon fort de la route de la soie maritime, servira de rampe d'accès chinoise vers l'Inde, au Moyen Orient, à la Turquie et à l'Afrique de l'Ouest.

- Toujours au profit de la Chine, la **Thaïlande** diversifie ses alliances. Le coup d'Etat de mai 2014 a bientôt causé l'impatience des Etats-Unis, son allié de toujours, qui réclame un retour rapide à la démocratie. Fin 2014, B. Obama gela une aide militaire de 4,7 millions de \$, puis en février, écourta Cobra Gold, les manœuvres conjointes annuelles. Furieuse, la junte accusa dès janvier Washington de s'ingérer dans ses affaires.

C'est alors que (06/02), le ministre de la Défense Chang Wanquan, vint à Bangkok signer un **accord de sécurité intérieure**, promettant conseils

technologiques et données secrètes pour lutter contre le crime, « sans contreparties ». Bangkok confirmait qu'avec l'APL, des exercices aériens se tiendraient « sous 2-3 ans ». Entretemps, deux séances de tractation se tenaient pour boucler le contrat de la **ligne ferrée Nord-Sud**. Les 860km Nongkhai-Bangkok seraient parcourus à 180km/h, puis à 250km/h, moyennant un coût de 10,5 milliards de \$, prêtés par la Chine—peut-être sur 20 ans et à 2-4% de taux d'intérêt. Pékin appelait le pays-hôte à ouvrir des zones industrielles sur la ligne, où elle installerait nombre de ses groupes. Cette ligne est une nouvelle donne, pour l'Asie du Sud-Est entière - un maillon essentiel de la future route de la soie « maritime » chinoise.

En marge de la visite, Blaise Godet, ex-ambassadeur de Suisse à Pékin, signala deux risques inhérents au concept de cette route de la soie : si la Chine tentait de conserver cette liaison pour ses entreprises, sans partager ; et si la corruption s'installait le long de la ligne, décourageant transporteurs et entrepreneurs de l'emprunter...

« passé » un total de 500 millions de \$. Sont cités :

- Deng Jiagui, beau-frère du Président Xi Jinping (mari de sa sœur Qi Qiaoqiao);
- Wen Yunsong, fils de l'ex-1er ministre Wen Jiabao et Liu Chunhang, mari de sa fille Wen Ruchun ;
- Hu Yishi, neveu issu de germain de l'ex-Président Hu Jintao ;
- Wu Jianchang, gendre de Deng Xiaoping, époux de sa fille Deng Lin ;
- Li Xiaolin (cf photo), fille de l'ex-1er ministre Li Peng.

En sus de ces personnages politiques, la liste comporte aussi un nombre de noms célèbres pour leur fortune et/ou les empires industriels qu'ils ont fondé. Parmi ceux-ci (la liste n'est nullement exclusive) :

- Ma Huateng et Zhang Zhidong, co-fondateurs de Tencent, à la tête des portails QQ et Wechat, aux centaines de millions d'utilisateurs ;
- Yang Huiyuan, 34 ans, la femme la plus riche du pays (immobilier) ;

- Zhang Xin, co-fondatrice du groupe immobilier SOHO.

Le cas de **Li Xiaolin** est spécialement remarquable, en tant que patronne d'un des plus grands consortia de génération électrique du pays.

Plusieurs des plus hauts personnages de la République, aujourd'hui pensionnés, sont réputés avoir été « observés » par la **CCID**, mais non enquêtés. Tout se passe comme si le Parti, par souci d'unité et d'harmonie interne, épargnait ses plus hauts « **tigres** ». Mais si quelques uns des proches des plus importants leaders apparaissent mentionnés par la liste SwissLeaks, l'équipe dirigeante peut-elle être amenée à réagir ?

A ce qui semble, assez probablement, la réponse sera « non ». En effet la convergence de personnalités issues de mouvances si opposées, réunies dans cette situation présente rend la solidarité encore plus nécessaire que de routine.



## Chiffre(s) de la semaine

**339 mètres, 1 cadre sur 6, un milliard d'€...**



### 58 gratte-ciel

Alors que **Zhang Xin** (CEO de **SOHO**) déclarait en marge de Davos que la croissance chinoise tirée par l'**urbanisation** touchait à sa fin, la Chine prenait la tête du **classement mondial en nombre de gratte-ciel de plus de 200 mètres**, avec 58 tours érigées en 2014 - soit 22 de plus que son précédent record en 2013.

La ville de **Tianjin** se classe n°1 avec 6 bâtiments. N°2 ex-æquo avec 4 tours : **Chongqing, Wuhan et Wuxi** - cette dernière remporte également la palme de la hauteur avec son Wharf Times Square et ses **339 mètres**. Mais ne s'trompons pas, même si ce classement semble être un bon indicateur du dynamisme des villes secondaires, cette folie des grandeurs des gouvernements locaux ne serait-elle pas une tentative désespérée d'attirer des capitaux ? ( source : *Council on Tall Building & Urban Habitat*)

## Rendez-vous

### Fêtes du Nouvel an chinois



### 1 cadre sur 6 a changé d'emploi en 2014

La proportion de **cadres chinois** ayant changé d'**emploi** durant l'année 2014 a diminué, passant de 18% (en 2013) à **15%** - faute au ralentissement économique mais aussi aux politiques efficaces mises en oeuvre par les employeurs pour retenir leurs talents. La tâche s'annonce ardue pour les chasseurs de tête ! (source : *MRIC Group - 2015 Talent Trends Briefing*).

### Le luxe à marche ralentie

Suite à la campagne anticorruption et de frugalité et au ralentissement économique, les ventes des **marques de luxe en Chine** ont décliné en 2014 par rapport à l'année précédente (-1% à 115 milliards de yuans) - une première pour le marché chinois. Les segments particulièrement touchés : les **montres** (-13%) et la **mode masculine** (-10%).

A l'inverse, les achats des consommateurs chinois à **l'étranger** se portent à merveille (+21% à 265 milliards de yuans en 2014) avec en destinations favorites, le Japon et la Corée du Sud. Les services des "daigou" (agents à l'étranger) sont également très appréciés, principalement pour l'achat de cosmétiques, cuirs et bijoux (marché estimé entre 55 et 75 milliards de yuans - soit la moitié des ventes de luxe dans l'Empire du Milieu !).

Les marques de luxe considérées comme "jeunes et émergentes" au yeux du consommateur chinois, tirent leur épingle du jeu avec 80% des consommateurs se déclarant intéressés, et 44% d'intention d'achat

d'ici 3 ans. (source : *Bain & Co - 2014 China Luxury Market Study*).



### Un milliard...

Après le rachat de 20% du club de football **Atlético Madrid** pour 45 millions d'euros, **Wang Jianlin**, patron du groupe **Wanda**, passe à la vitesse supérieure et débourse 1,05 milliard d'€ pour « **Infront** », groupe de media sportif du neveu de Sepp Blatter, patron de la **FIFA**. La FIFA a octroyé à Infront les **droits de TV** sur une partie de l'Asie, pour les **Coupes du monde** en 2018 (Russie) et 2022 (Qatar).

Un excellent investissement pour Wanda, qui place le groupe en bonne position pour appuyer la candidature chinoise au JO d'hiver 2022, et vu la passion de la Chine pour le ballon rond, cela la rapproche de l'obtention d'une Coupe du monde sur son territoire. D'ailleurs, le groupe aurait été chargé par l'Etat chinois de préparer la candidature chinoise à une Coupe du Monde (en 2026 au plus tôt).

En attendant, l'équipe nationale chinoise (entraînée par le Français Alain Perrin), vient de changer début janvier d'équipementier, en signant un contrat de 12 ans (100 millions de yuans) avec **Nike** (cf photo), comme successeur à **Adidas**, après 35 ans de collaboration.

Partout en Chine et en Asie, les **fêtes du Nouvel an chinois**.



**31ème Festival des glaces et neige de Harbin (Heilongjiang)** - jusqu'au 28 février : un des plus grands festivals au monde (800 000 m<sup>2</sup>), avec celui de Krasnoyarsk (Sibérie, Russie), le Whyte Festival (Edmonton, Canada), ou celui de Sapporo (Japon). Pour réaliser ces sculptures de glace géantes, 10 000 ouvriers et sculpteurs du monde entier, ont transporté, creusé, scié, sculpté 180 000 m<sup>2</sup> de glace et 150 000 m<sup>2</sup> de neige. L'attraction est bien sûr nocturne avec les lumières multicolores et cette année un toboggan de 300m de long.

# Henyang (Hunan) - Maldonne à la mairie



A Hengyang (Hunan), Ah Jun et Xiao Qin, 27 ans chacun, se fréquentaient depuis 2011. Ils voulaient se **marier**, mais les **parents** d'Ah Jun ne voulaient rien savoir : ils connaissaient la prétendante : des parents sans un sou vaillant ni de **hukou** (permis de résidence de la ville), qui donne accès à l'hôpital gratuit, aux bonnes écoles pour l'enfant à venir... Pas question dans ces conditions, de laisser Ah Jun épouser sa gourgandine, au risque de le voir végéter toute sa vie en une besogneuse médiocrité !

Tandis que leur fiston perdait son temps à faire le joli cœur, eux les parents, lui trouvaient une union autrement plus avantageuse avec la fille d'un ponte du Parti. Avec un beau-papa au bras si long, l'avenir d'Ah Jun était assuré : un bel appartement, la berline de luxe, un bon boulot !

Un soir d'automne 2014, ils avaient pris Ah Jun à part : n'étant pas trop courageux, ce dernier avait préféré accepter, pour éviter l'orage : ce n'était pas dans les mœurs de Hengyang, de résister à ses parents !

Bien sûr, une fois de nouveau seul, il s'était maudit de sa lâcheté. De retour auprès de sa bien-aimée, il lui avait tout avoué et ensemble, ils avaient réfléchi : comment faire? Et puis bientôt, Eurêka, la solution était là : ils n'avaient qu'à se marier les premiers, en catimini!

Evidemment, il y avait le problème des parents d'Ah Jun, qu'il faudrait obligatoirement présenter à ceux de

Xiao Qin, ce qui était impossible... Mais on se débrouilla : on dénicha un couple de quinquas imposteurs, pour jouer devant les vieux de Xiao Qin le rôle des parents du fiancé. Avec eux, les noces furent fixées au 2 janvier, jour de bon augure. Selon la coutume, les fiancés devaient se rendre au bureau des mariages, à l'ouverture à 10 heures, avec témoins. Puis le certificat en poche, ils rejoindraient l'hôtel, pour le banquet avec les invités.

Ce qui fut dit, fut fait – du moins, pour commencer. Toute de blanc vêtue, arborant fièrement son voile, Xiao Qin arriva à l'heure dite moins 5 minutes. Mais après 10 minutes, ne voyant pas son homme, la fiancée sentit une main de glace lui enserrer le cœur : que faisait donc Ah Jun ?

A 10h30, son agitation devint fébrilité : son portable éternellement sonnait dans le vide. Et son témoin, où il était, celui-là ?

Quand enfin à 10h43, il vibra, indiquant l'atterrissage d'un texto, elle se jeta pour le lire, à voix haute et haletante, n'en croyant pas ses yeux : « annule tout, lui disait-il, je ne peux plus t'épouser, je suis en prison suite à une bagarre ».

Dans la voiture de son témoin, elle fonça à l'hôtel, le cœur en chamade. En route, elle tenta de donner un sens à la folie qui lui arrivait. Elle voulait sauver son couple, et se battre, mais dans le noir, sans savoir contre qui.

Comme souvent en Chine, l'hôtel énorme avait plusieurs salles de banquet, pour pouvoir tenir plusieurs noces de front. Sur place, écartant d'un geste hagard les invités qui réclamaient timidement des nouvelles, Xiao Qin balaya du regard « sa » salle de bal toute de blanc fleurie, aux entrées déjà servies sur les tables à 12 places, mais vide et lugubre comme un couloir d'hôpital.

Dans son dos, derrière une autre porte, mugit un brouhaha. Prise d'une intuition, elle fit ce qui ne se fait jamais en Chine : elle ouvrit la porte : Ce fut

pour voir Ah Jun au bras d'une autre femme en blanc, verre à la main, ivre, à la table d'honneur d'une noce qui battait son plein !

Que s'était-il passé? La pauvre Xiao Qin n'allait tarder à l'apprendre. De la ruse de son fils, le père avait tout appris. Sans rien dire, il avait fait préparer la noce concurrente, avec SA candidate et SES invités, même lieu, même date, autre salle. La veille au soir, avec la rivale et ses parents, il l'avait convoqué, humilié, forcé à céder et cette fois pour de bon. Et à présent, au bras de cette femme inconnue, il buvait, pour ne pas voir !

Mais Xiao Qin, lutteuse, refusa la défaite. Elle se précipita au **commissariat** : en robe blanche, voile relevé (*cf photo*), elle porta plainte pour rupture de promesse et « wèi tārén zuò jià yīshang » (为她人做嫁衣裳) : « vol de fiancé » (mot à mot : « avoir cousu la robe de mariage pour une autre »).

Xiao Qin avait repéré ce détail essentiel : au bureau des mariages, l'autre n'avait pu épouser Ah Jun, puisqu'elle y avait campé elle-même depuis l'heure d'ouverture. L'union n'existait donc pas, et elle-même, l'offensée, pouvait contre-attaquer.

Elle avait une autre armée derrière elle, celle de l'**internet**, de cette toile qui de plus en plus, relie entre elle cette mégafamille qu'est la société chinoise.

De Harbin à Sanya, de Lhassa à Shanghai, la nouvelle se répandit en une traînée de poudre, déployant en retour des dizaines de milliers de messages de soutien à Xiao Qin.

Depuis, la police « poursuit la médiation » avec pour enjeu, la main flasque du garçon mou. Entre les 2 femmes en blanc, le bras de fer se poursuit, chacune avec sa force, l'opinion nationale pour la fiancée légitime au nom de l'amour, le clan pour la fille du Parti au nom des intérêts de la famille... Sur la victoire finale, la Chine retient son souffle.